

Le Maroc se rêve en grand exportateur d'hydrogène vert vers l'UE

Porté par ses gisements solaires et éoliens, le Maroc veut poursuivre sa transition énergétique en produisant de l'hydrogène et ses dérivés. Une ambition qui se heurte encore à certaines contraintes.



A Davos, le chef du gouvernement marocain, Aziz Akhannouch, n'a pas manqué de faire miroiter les vellétés de son pays en matière de politique climatique.

© EPA

MEHDI MAHMOUD
CORRESPONDANT À CASABLANCA

Devant le parterre de dirigeants et leaders mondiaux réunis au Forum économique de Davos, le chef du gouvernement marocain, Aziz Akhannouch, n'a pas manqué de faire miroiter les vellétés de son pays en matière de politique climatique : « Le Royaume sera un acteur majeur de la décarbonation de l'économie mondiale. »

Champion africain des énergies renouvelables, le Maroc entend se positionner comme l'un des principaux exportateurs du déjà prisé vecteur énergétique de demain : l'hydrogène vert. Depuis près de cinq ans, le pays ajuste sa stratégie pour explorer les opportunités conduites par l'hydrogène décarboné, dit « vert » lorsqu'il est produit par électrolyse d'eau à partir d'énergies renouvelables.

Selon sa feuille de route publiée en 2021, il prévoit de porter les investissements à plus de 8 milliards d'euros à l'horizon 2030 et jusqu'à environ 68 milliards d'euros en 2050 pour mettre en place l'ensemble de la chaîne de valeur. « L'avantage compétitif (du Maroc, NDLR) en ce qui concerne les énergies renouvelables, parmi les plus abondantes et les moins chères du monde, culminera avec le développement de la filière hydrogène vert », arguait Aziz Akhannouch, ce 18 janvier en Suisse.

Partenaire « vert » de l'UE

Le Maroc ne part cependant pas de zéro. A la fin 2021, le Royaume disposait d'une capacité installée en énergie renouvelable estimée à 4.050 mégawatts, soit 37,7 % de son mix énergétique. D'ici 2030, il aspire à atteindre un objectif de 52 %.

« Nous avons un recul de plus de dix ans sur les énergies renouvelables », contextualise Mohamed Yahya Zniber, président du Cluster Green H2, qui regroupe quatre ministères ainsi que d'autres entités publiques et privées. « Il ne s'agit pas uniquement d'installation d'éoliennes ou de panneaux solaires, mais aussi au niveau du foncier, de la réglementation ou encore du réseau. » Une expérience qui, selon lui, est « importante pour pouvoir aller relative-

ment vite dans le développement de l'hydrogène ».

Cela tombe bien, le Maroc compte tirer profit de son voisinage direct avec l'Union européenne, qui a fait de l'hydrogène un pilier du Green Deal. Après des premiers contacts menés à l'automne 2020, le Maroc et les Vingt-Sept ont fini par entériner leur coopération énergétique le 18 octobre dernier en signant un « partenariat vert » - le premier du genre.

Entre-temps, le Portugal et l'Allemagne ont déjà entamé un rapprochement avec le pays d'Afrique du Nord. L'Allemagne annonçait, le 21 octobre, l'octroi d'une aide de 38 millions d'euros au Maroc pour la construction d'une première usine d'hydrogène vert sur le continent. Une coopération entamée depuis 2020 et matérialisée par un mémorandum d'entente, bien que retardée par une année de froid diplomatique entre Rabat et Berlin.

Selon sa feuille de route, le Maroc entend capter jusqu'à 4 % de la demande mondiale d'ici 2050, dans un marché encore balbutiant. Néanmoins, il ne veut pas se contenter d'être un simple exportateur, lui qui dépend encore largement de ses importations en énergie fossile. Celles-ci occupent plus de 75 % de sa consommation énergétique. « Demain, il faut que l'on puisse disposer de toute la chimie en aval pour produire de l'ammoniac vert ou du méthanol auxquels nous n'avions jusque-là pas accès », poursuit Mohamed Yahya Zniber.

Le groupe OCP, qui contrôle 70 % des réserves mondiales de phosphates, importe chaque année 1,5 à 2 millions de tonnes d'ammoniac pour produire des engrais. Depuis 2021, il développe une usine-pilote de production d'ammoniac vert au cœur du site de Jorf Lasfar, près de Safi.

Réduire les coûts

Reste qu'à l'heure actuelle, « les coûts de production de l'hydrogène vert sont encore élevés, de deux à trois fois plus que ceux de l'hydrogène gris fabriqué à partir de gaz naturel », soulève Rim Berahab, économiste au Policy Center for the New South, un think tank basé à Rabat.

Cette spécialiste des enjeux énergétiques note toutefois qu'il s'agit d'un

« point inné à toutes les avancées technologiques » : « Il y a 20 ans, le solaire et l'éolien se trouvaient dans la même position avec des coûts élevés en matière de production d'électricité. Désormais, ils sont parfaitement compétitifs. Il s'agit de développements de longue haleine. »

Le 22 novembre, à la suite d'une réunion de travail qu'il a présidée, le roi Mohammed VI a enjoint aux acteurs étatiques et privé du secteur d'« élaborer une offre Maroc, opérationnelle et incitative ». L'idée étant de permettre aux investisseurs, au marché et au secteur privé de « prendre le risque technologique afin de permettre cette production à grande échelle pour faire diminuer les coûts », a récemment déclaré le ministre de la Transition énergétique, Leila Benali.

Coentreprise belge-marocaine

Le Belge John Cockrill a d'ores et déjà annoncé, ce 5 janvier, son intention de bâtir une usine de fabrication d'électrolyseurs alcalins en coentreprise avec une entreprise marocaine. A la tête de Gaia Energy, Moundir Zniber entend aussi se positionner sur le marché des électrolyseurs. En novembre, il signait un accord avec l'Israélien H2Pro, qui travaille sur des électrolyseurs de grande capacité. « Disons que grâce à un potentiel éolien et solaire élevé, le Maroc attire et peut prétendre à être compétitif. Là où le bât blesse à l'heure actuelle, ce sont les questions de logistique qui dépendent encore de nombreux paramètres », explique-t-il.

La question du transport nécessitera forcément une remise à niveau des infrastructures portuaires, voire du gazoduc Maghreb-Europe pour être adapté au stockage et à l'acheminement du combustible. Le Maroc devra également gérer une contradiction dans sa production d'hydrogène vert, celle de l'eau. Alors que le pays traverse une vague de sécheresse, la production d'hydrogène est susceptible d'y accentuer le stress hydrique. Pour combler ce manque, le Maroc se tourne vers la construction d'usines de désalinisation d'eau de mer. Une vingtaine seraient prévues d'ici 2030 et neuf sont déjà opérationnelles. Seulement, elles ne représentent à l'heure actuelle que 3 % du volume de production nationale.

TRANSPORTS

Vols de câbles en hausse

Infrabel a fait les comptes pour 2022 : 466 vols de câbles enregistrés sur le réseau ferroviaire, trois fois plus qu'en 2021 (153), record de 2018 battu (315). « 83 % des vols ont été perpétrés en Wallonie, 12 % en Flandre et 5 % à Bruxelles. Avec une concentration de deux tiers des faits, la zone autour de Charleroi (296 faits, 64 %) est le premier point sensible du pays devant les arrondissements de Liège (62 faits, 13 %), Anvers (34 faits, 7 %) et Bruxelles (21 faits, 5 %) », détaille le gestionnaire du réseau ferré. Conséquence directe pour les navetteurs : « 33.169 minutes de retard l'an dernier, plus de 1 h 30 par jour en moyenne ». Infrabel avait pourtant multiplié les difficultés : enterrement des câbles, remplacement du cuivre par de l'aluminium. D'autres mesures de tracking vont être déployées ainsi que le marquage plus systématique du sigle Infrabel sur les câbles afin de remonter plus facilement les filières. La police des chemins de fer et Infrabel vont lancer plusieurs actions en 2023. « En 2022, il y a eu onze jugements pour ce type de délits. La peine encourue pour ces faits est de cinq ans de prison et une amende de plusieurs milliers d'euros. » E.R.

FINANCE

La banque Rothschild quitte la Bourse

La holding de la famille Rothschild, Concordia, a annoncé hier son intention de déposer une offre publique d'achat sur la banque d'affaires française Rothschild & Co dont elle détient près de 40 % du capital, en vue de demander son retrait de la Bourse de Paris. « Aucun des métiers du groupe ne requiert de faire appel aux marchés de capitaux. Le statut de société privée apparaît dès lors plus pertinent que celui d'une société cotée », précise la holding. Le groupe Rothschild & Co n'a aucun lien capitalistique avec la banque privée suisse Edmond de Rothschild, du nom du baron qui l'a fondée, aux mains d'une autre branche de la famille. AFP

TECHNOLOGIE

Dell supprime 6.650 postes

Le fabricant américain d'ordinateurs Dell a annoncé la suppression de 5 % de ses effectifs mondiaux, soit environ 6.650 postes. Le groupe de Round Rock (Texas) comptait début 2022 133.000 employés, dont près d'un tiers basé aux Etats-Unis. AFP